

La Suisse : panne de compétences, panne de croissance!

La Suisse est-elle en déclin? Le débat fait rage d'entrée de jeu puisque les spécialistes se battent sur les chiffres mêmes reflétant notre performance économique durant la fin du 20^{ème} siècle. La Figure 1 décrit l'évolution du PIB suisse par personne en âge de travailler de 1920 à 1973. La droite de référence qui y est tracée représente une ligne de croissance constante de 2% par année. On voit que, jusqu'en 1973 environ, l'économie suisse s'est déplacée sur une trajectoire de rattrapage marquée par des taux de croissance supérieurs à 2% en moyenne annuelle. Depuis lors, elle marque le pas. Les statistiques officielles conduisent donc à estimer à 30 pourcent du PIB par tête l'écart entre la réalité et le niveau de revenu qui aurait été le nôtre si le taux de croissance avait été de 2% par année, soit le taux atteint sur l'ensemble du siècle dernier par le leader économique mondial. Ces statistiques sont contestées et il est vrai que les problèmes de mesure ne manquent pas. Il me paraît néanmoins difficile de nier que l'économie suisse a enregistré depuis la moitié des années septante un déficit de croissance significatif. Si toutes les erreurs de mesure vont dans le même sens, on pourrait peut-être diminuer de moitié l'estimation de 30 points de pourcentage. Mais sans inversion de tendance un tel écart sera de toute façon réalité dans un futur proche. Le principe de précaution voudrait que nous passions au moins autant de temps et d'efforts à affiner le diagnostic et proposer des remèdes plutôt qu'à tenter de démontrer que le problème est moins grave que les statistiques officielles ne le laissent supposer.

Un premier pas dans la bonne direction est proposé par Kehoe et Ruhl (2003) qui utilisent le concept de fonction de production agrégée et l'approche de la théorie de la croissance néo-classique pour décomposer la croissance suisse en ses trois éléments possibles. Ils se demandent en substance si le problème vient du côté du stock de capital, du côté du facteur travail, ou si son origine est à trouver dans ce qu'on appelle la productivité totale des facteurs, c'est-à-dire la façon dont capital et travail sont combinés pour produire les biens et services compris dans la production nationale. Le Tableau 1 ci-dessous apporte la réponse: la contribution du capital a été de 0.07% en moyenne annuelle, celle du travail de -0.23% tandis que la productivité totale des facteurs a crû de 0.80% par année. Nous aboutissons donc à un taux de croissance du produit par adulte de 0.64% par année (au lieu des 2% espérés).

La vision sous-jacente est la suivante : une économie mature comme l'économie suisse a sans doute atteint en 1973 son sentier dit de croissance équilibrée. A ce niveau on s'attend à ce que l'essentiel de la croissance soit le résultat du progrès technique et non plus de l'ajustement des facteurs. En d'autres mots, la croissance espérée de 2% par année devrait résulter d'une croissance de la productivité sans contribution majeure des facteurs de production. Ainsi peut-on s'attendre à ce que le rapport capital – output soit optimisé en fonction des conditions structurelles sous-jacentes et dès lors qu'aucun changement significatif ne soit enregistré dans la période. C'est le cas et nous n'en sommes pas surpris.

La dernière ligne du tableau nous donne une information importante en regard de réactions fréquentes à la proclamation du déclin suisse : l'explication résiderait simplement dans ce que les Suisses, après avoir atteint leur apogée économique et être devenu le pays le plus riche de la planète, aient sagement décidé de travailler moins en acceptant la diminution du taux de croissance de leurs revenus qui en est la conséquence logique. La décomposition proposée infirme clairement ce diagnostic. Certes la quantité de travail par personne en âge de travailler a diminué signifiant que l'adulte suisse en effet travaille moins en moyenne qu'en 1973 et, dans la mesure où il s'agit d'un choix volontaire, on ne peut que s'incliner, voire applaudir. Cependant une partie non négligeable de cette diminution est liée à l'augmentation du taux de

chômage, ce qui est moins rassurant, et surtout cette diminution - au rythme de 0.23% par an en moyenne, soit environ 5% sur la période- n'explique pas plus du sixième du déficit de croissance.

Enfin la mesure du taux de croissance de la productivité totale des facteurs indique clairement que c'est à ce niveau que réside l'essentiel du problème: 0.80% de croissance annuelle au lieu de 2%. Pour comprendre les leçons que l'on peut tirer de cette décomposition il faut se poser la question de l'origine même de la croissance de la productivité totale des facteurs. Elle réside dans l'innovation, c'est-à-dire dans la capacité d'une économie à adapter de manière continue ses processus et méthodes de production (donc, d'améliorer la manière dont capital et travail sont combinés) et d'abandonner progressivement la production de biens et services à faible valeur ajoutée pour les remplacer par la production de biens et services à plus haute valeur ajoutée.

Le problème est que l'innovation et le progrès technologique sont destructeurs, même s'il s'agit ici de destruction créatrice, et presque toujours douloureux pour les intérêts en place. Si l'appât du gain est la force derrière l'innovation et son adoption, la préservation des intérêts en place et des rentes de situation en constitue le frein ralentissant ou empêchant les processus d'adaptation et favorisant le maintien du statu quo. C'est le rôle de la concurrence de briser ces résistances et de remettre en question les rentes de situation. Un déficit d'adaptabilité témoigne donc a priori d'un déficit de concurrence.

Ainsi cette analyse tend-elle à renforcer la thèse de ceux qui regrettent l'insuffisance de concurrence dans l'économie suisse, le maintien des fortes protections dont bénéficient de nombreux secteurs économiques, le refus des importations parallèles, la lenteur des décloisonnements cantonaux, la faiblesse des moyens accordés à la commission de la concurrence, voire la croissance du secteur public (lequel est généralement à l'abri des mécanismes de concurrence). Notre moteur à l'innovation et à l'adoption de nouvelles techniques de production est poussif. Il n'est pas étonnant que la Suisse, pays de concurrence très souvent muselée, soit aussi une économie caractérisée par un rythme d'adoption de nouvelles technologies insuffisant pour pouvoir suivre le train de la croissance mondiale.

Cet apport théorique trouve-t-il confirmation dans les faits et la vie de tous les jours? Je le crois. Les chiffres nous parlent de réticence à l'adoption de nouvelles techniques de production? Nous sommes lents à nous réformer et à nous remettre en question? La vie économique de tous les jours en porte les traces. La Suisse d'aujourd'hui est relativement moins performante qu'elle ne l'était au milieu des années septante. Le leader économique mondial (que nous étions il y a 30 ans) doit aussi être le leader en termes de compétences. Or l'étude PISA nous dit que ce n'est pas le cas pour les compétences de base. Les classements internationaux de nos universités nous disent que nos instituts de recherche sont souvent loin derrière les meilleurs instituts comparables même dans les secteurs de pointe de notre industrie. En matière de connaissances des langues, la Suisse, naguère modèle, est aujourd'hui dépassée par les pays nordiques. L'observation casuelle suggère qu'en comparaison internationale les compétences en matière de bureautique de nos apprentis et gradués sont souvent insuffisantes. Sans vouloir noircir le tableau (la sous-performance est relative à celle des autres, elle n'est pas absolue), on pourrait multiplier les observations similaires.

Problèmes de mesure il y a sans doute. Reste que les chiffres et la théorie de la croissance fournissent une explication cohérente au déficit de croissance helvétique en phase avec de nombreuses observations suggérant que la Suisse n'est plus le leader en matière de

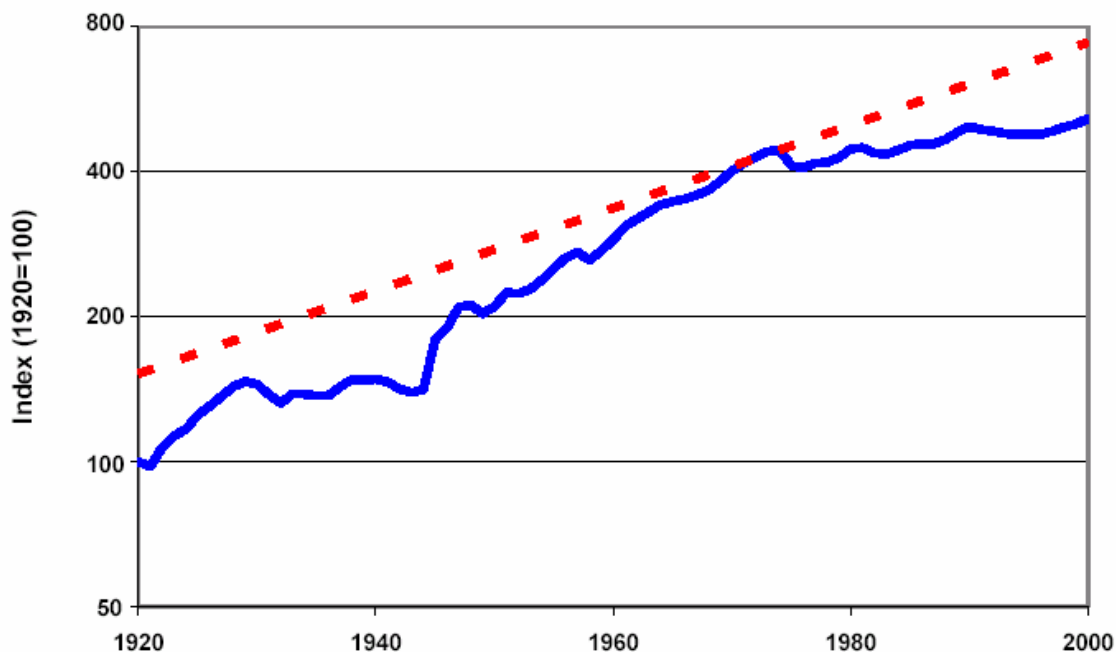
compétences. Il est logique qu'elle ne soit plus non plus le leader en matière de revenu. Cette vision est non seulement cohérente, elle est aussi pessimiste: elle parle clairement de déclin et ne mentionne pas de mécanisme correcteur automatique. Le déficit de croissance est durable et il ne sera pas résorbé sans réformes radicales.

Tableau 1: Suisse: Décomposition de la croissance du PIB par personne en âge de travailler - 1973 - 2000

<i>Changement dans</i>	le PIB par personne adulte	0.64
	la productivité totale	0.80
	le capital par unité d'output	0.07
	la quantité de travail par personne en âge de travailler	-0.23

Source: Kehoe et Ruhl, 2003

Figure 1: Evolution du PIB par personne en âge de travailler - Suisse - 1920 - 2000



Source: Kehoe et Ruhl (2003)

Référence: Timothy J. Kehoe and Kim J. Ruhl, Falling Behind: Aggregate Growth in New Zealand and Switzerland, 1973-2000, University of Minnesota and Federal Reserve Bank of Minneapolis